

Gestion des Connaissances et Apprentissage sectoriel en matière d'Eau potable, Hygiène et Assainissement au Mali



Une enquête menée auprès d'acteurs du secteur AEPHA révèle que la Gestion des Connaissances ainsi que l'Apprentissage Sectoriel ne sont pas structurés au Mali. Cette faiblesse tient principalement au manque de ressources et d'équipement des structures nationales. L'engouement pour une meilleure la gestion des connaissances constitue cependant une opportunité d'amélioration.



INTRODUCTION

Générer, collecter et partager les connaissances organisationnelles en matière d'eau et d'assainissement sont des éléments cruciaux pour améliorer la qualité, l'équité et la durabilité des services Adduction d'Eau Potable, Hygiène et Assainissement (AEPHA). Pour garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, il faut que les gouvernements et les acteurs du secteur fondent leurs décisions et leurs actions sur les meilleures informations disponibles pour garantir les meilleurs résultats, et agir aussi efficacement que possible.

Le partenariat UNICEF-IRC (2015-2017) vise à soutenir 11 pays d'Afrique de l'ouest et du centre (AOC) dont le Mali, dans des projets de Gestion des Connaissances et d'Apprentissage Sectoriel (GCAS), afin d'assurer que les enseignements soient diffusés et mis à profit pour la fourniture de services AEPHA durables et équitables. Le partenariat vise également à renforcer les capacités organisationnelles au niveau régional pour faciliter les échanges d'informations sur l'AEPHA entre les pays d'AOC. La première composante de ce partenariat est l'évaluation des capacités de GC et d'AP dans la région. Il s'agit principalement d'effectuer, en collaboration avec 11 bureaux pays de l'UNICEF, une évaluation des capacités et du potentiel de GC à travers la région.

Au Mali, plusieurs réseaux, plateformes et mécanismes ayant la GC/AS comme composante existent: le groupe pivot WASH, le Cluster WASH et le CAEPHA sont en place ; la revue sectorielle conjointe et d'autres événements d'échange ont lieu régulièrement au niveau régional et international auxquels les personnes enquêtées participent. Cependant, il n'existe pas de plateforme sectorielle unique et virtuelle qui permette une consultation des informations aisée.

Les thèmes qui comptabilisent le plus de demandes d'information sont le financement des services d'AEPHA et les technologies. En revanche, l'information est disponible en quantité suffisante au sujet de l'Assainissement Total Par les Communautés, des points d'eau et des systèmes d'adduction.

Du point de vue organisationnel, les principaux défis en matière de gestion des connaissances sont liés à l'insuffisance de ressources humaines, matérielles et financières, la faible mise-à-jour des sites internet, et l'absence de stratégie de communication au sein des services techniques de l'état.

RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION AU MALI

L'enquête au Mali a été menée entre août et Septembre 2015 auprès d'un nombre limité (10) d'organisations impliquées dans le secteur AEPHA, y compris Gouvernement, bailleurs de fonds, organisations internationales et membres de la société civile.

Compte tenu du faible nombre d'entretiens réalisés, les résultats ne se fondent pas sur un échantillon représentatif. Cependant, ils ont été discutés et validés dans le cadre d'une réunion organisée en février 2016 et les recommandations ont été intégrées au document final.

Les parties prenantes ayant participé à l'atelier de validation ont convenu de maintenir ce groupe sous la direction de la Cellule de Planification Et de Statistique du Secteur Eau Environnement Urbanisme et Domaines de l'Etat (CPS/SEEUDE) afin de mettre en œuvre les recommandations de l'étude et en assurer un suivi.

PRATIQUES D'APPRENTISSAGE SECTORIELLES

Apprentissage et partage au sein du pays (réseaux, manifestations et visites d'études)

L'enquête montre une structuration limitée du secteur, malgré l'existence de réseaux et plateformes actifs. En effet :

La grande majorité des répondants (80%) affirment connaître au moins une plateforme GCAS, les plus populaires étant le groupe pivot WASH et le Cluster WASH et la Coalition pour l'accès à l'Eau Potable, l'Hygiène et l'Assainissement (CAEPHA). Les autres répondants indiquent ne pas connaître le contenu de ces plateformes. Une majorité d'organisations (70%) sont membre d'au moins un de ces réseaux ou plateformes et 80% participent régulièrement à au moins un de ces réseaux qui organisent régulièrement des événements d'échange.

La majorité (70%) des organisations programment régulièrement des visites de terrain et le personnel de toutes les organisations y participe.

Les bénéficiaires cités de la participation à ces réseaux et visites portent sur la création de contacts, l'acquisition de nouvelles connaissances et d'opportunités pour le personnel et l'organisation dans son ensemble.

Que pensez-vous que le personnel de votre organisation tire de la participation et la contribution à ce genre de manifestations d'apprentissage et d'échange?



Figure 1: Bénéfices de la participation à ce type de manifestations

Apprentissage et partage au niveau régional et international

La majorité des participants participent à des événements à la fois régionaux (70%) et internationaux (60%), mais la fréquence de leur participation est supérieure pour les événements internationaux (50% des répondants affirment participer « souvent » aux événements régionaux, contre 60% au niveau international). Les principaux événements auxquels les répondants participent sont : le forum EAA, AFRICASAN, SWA et le forum mondial de l'eau.

Toutes les organisations contribuent à ces événements, mais les organisations gouvernementales et les ONG contribuent moins que

les autres types d'organisations. Les contributions sont plus nombreuses lors des manifestations mondiales (70% contre 50% pour les manifestations régionales).

70% des répondants affirment participer souvent à des visites d'étude ou de terrain, avec une préférence pour les visites nationales. Cependant, les organisations gouvernementales y participent moins que les autres types d'organisations.

La quasi totalité des répondants (90%) ont indiqué préférer participer à des événements dans les pays voisins (Ghana, Burkina Faso, Sénégal, Côte d'Ivoire) et l'institut Burkinabé 2IE est clairement privilégié par les organisations gouvernementales, les ONG et les bailleurs.

Les bénéfices tirés sont similaires à ceux cités pour la participation aux réseaux et se répartissent équitablement entre l'acquisition de nouvelles connaissances et de contacts et la création d'opportunités individuelles et organisationnelles.

Les besoins thématiques en information

Le financement des services d'AEPHA et les technologies sont les thèmes les plus en demande par les répondants. Les thèmes de la professionnalisation des services, du contrôle de la durabilité et de la pérennité des services d'eau, viennent en deuxième position.

Selon les répondants, les thèmes de l'ATPC, des points d'eau, ainsi que les systèmes d'adduction d'eau, sont des thèmes pour lesquels l'information est disponible en quantité suffisante.

Pour quels thèmes l'information est-elle disponible en quantité suffisante et accessible ?

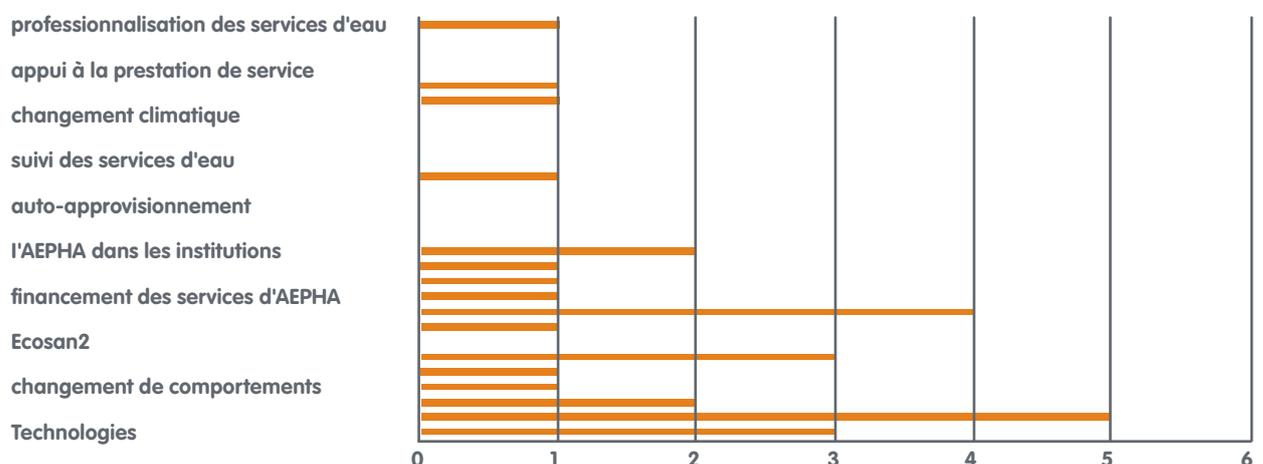


Figure 2: Disponibilité de l'information par thème

Revue sectorielle conjointe

La connaissance de l'organisation d'un examen sectoriel conjoint (revue sectorielle annuelle) est de 90% (combinaison de 70% une fois par an, et 20% - occasionnellement). Selon les répondants, l'initiation de l'Examen Sectoriel Conjoint (ESC) est partiellement l'œuvre des bailleurs, du secteur privé et d'organisations gouvernementales et 78% y participent systématiquement.

60% des répondants indiquent que le travail de leur organisation est impacté par l'ESC et que l'impact porte sur le partage des réussites, de la mise à jour des données et sur l'harmonisation des pratiques.

PRATIQUES DE GESTION DES CONNAISSANCES INDIVIDUELLES ET ORGANISATIONNELLES

L'existence de rencontres périodiques et la disponibilité des technologies de l'information et de la communication sont des opportunités pour la gestion des connaissances. Cependant, la gestion de l'information n'est pas prise en compte dans la conception des structures les structures et celles-ci manquent de ressources et d'équipements.

Accès aux informations

Dans l'ensemble, le secteur interagit sur une base mensuelle, mais les interactions sont inégales entre acteurs.

Les entités gouvernementales interagissent le plus fréquemment (sur une base hebdomadaire) avec les Ministères, suivi des ONG et le moins souvent avec les fournisseurs d'eau et les enseignants. Les ONG internationales, les bailleurs et le secteur privé interagissent fréquemment avec les consultants, tandis que les ONG nationales interagissent principalement avec les ministères responsables de l'eau et les OCB.

Les principaux canaux d'échange d'information sont les réunions thématiques, les sites Web et les sessions de questions réponses, que tous les acteurs utilisent, à l'exception du secteur privé.

Les documents sur les politiques sectorielles ou directives, ainsi que les contacts sont les trois types de produits disponibles en quantité suffisante. Les études de cas et le matériel pédagogique sont les moins produits les moins disponibles.

Dans l'ensemble, l'information est obtenue par le biais de conversations téléphoniques sur une base quotidienne, suivi par des e-mails et la consultation

de sites Internet. Les bailleurs utilisent ces canaux sur une base hebdomadaire ou mensuelle. Il est à noter que les entités gouvernementales, les ONG et le secteur privé privilégient le face-à-face, tandis que les bailleurs privilégient Internet.

Conditions propices au niveau organisationnel

70% des organisations répondants disposent d'une stratégie de communications, mais 75% des organisations gouvernementales enquêtées n'en possèdent pas. 70% des organisations répondants ont une stratégie de gestion de l'information, cependant 50% des répondants n'ont pas de budget spécifique pour la gestion de l'information et la majorité n'a pas de poste spécifique occupé. Ce poste est occupé seulement chez les bailleurs de fonds, ainsi qu'une ONG internationale.

Toutes les organisations ayant répondu à l'enquête favorisent le partage de l'information à l'interne.

Capacités de gestion des connaissances

Dans l'ensemble, les répondants ont contribué à au moins un produit d'information. Tous les répondants affirment avoir personnellement contribué à la rédaction de textes et à la production de matériel audiovisuel.

Les compétences managériales, en recherche et linguistiques sont les compétences qui suscitent le plus d'intérêt de la part des répondants.

La formation en GC et AS est l'élément le plus fréquemment mentionné par les répondants pour l'amélioration des performances dans la gestion des connaissances, suivi de près par les politiques organisationnelles. Cependant, 90% des organisations offrent des possibilités de formation personnelle.

Recommandations

Compte tenu des résultats de l'enquête, le besoin de renforcement des capacités et mobilisation des ressources pour améliorer la gestion des connaissances sont nécessaires.

VALIDATION DU RAPPORT: DISCUSSION ET ANALYSE DE LA GCAS

Les participants à la réunion de validation ont conclu à la fidélité du rapport et à l'absence d'incorrections par rapport aux entretiens.

Cependant, il a été souligné la faiblesse des données qualitatives et des facteurs limitants, ne permettant pas de tirer des conclusions. Les participants ont

donc proposé d'inclure au rapport final une synthèse des conclusions de l'enquête.

Sur le fait que le rapport mentionne « l'enquête n'a aucune validité statistique », quelques participants ont soulevé la question de savoir si dans ces conditions ces résultats peuvent être utilisés pour élaborer un plan d'action pays. Cependant, à l'analyse des résultats les participants ont reconnu que l'évaluation reflète la situation du secteur en matière de GC et AS et qu'il n'est pas opportun de faire une deuxième enquête avec un échantillon représentatif et élargi à tous les acteurs et à tous les niveaux géographiques.

Les organisations interviewées affirment avoir une stratégie de gestion de l'information, mais en l'absence de politique de communication ou de personne spécialisée chargée de la GCAS, celles-ci ne sont pas efficaces.

Les sites web sont cités comme canaux de réception et de partage des informations, bien qu'ils soient à peine mis à jour mensuellement. Cela doit être comptabilisé comme une faiblesse du secteur et une solution doit être proposée.

Les canaux médiatiques de masse (télévision, radio) peuvent toucher un public plus large notamment sur les questions de sensibilisation et de création de la demande en EHA, mais sont très peu utilisées par les acteurs du secteur.

Compte tenu de la préparation d'un nouveau programme pour le secteur en 2016, le Mali n'a pas pu participer à l'appel d'expression d'intérêt pour être appuyé dans l'élaboration d'un plan d'action. Seules les recommandations proposées par les acteurs interrogés sont présentées ci-dessous.

RECOMMANDATIONS ET PLAN D'ACTION

Les activités suivantes sont proposées pour renforcer le secteur de la GC et AS au Mali:

Rendre opérationnel le comité de coordination du secteur (Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat) piloté par les Secrétaires Généraux.

Assurer une formation des spécialistes en AEPHA par le Gouvernement.

Constituer une situation de référence du secteur de l'assainissement (Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle Des Pollutions et des Nuisances - DNACPN).

Assurer un pilotage des cadres de concertation à tous les niveaux et allouer des ressources suffisantes à leur bon fonctionnement.

Renforcer les capacités de la CPS afin de lui permettre de satisfaire les besoins en matière de gestion des connaissances et de partage de l'information du secteur.

Créer une plateforme sectorielle AEPHA commune et virtuelle.

Actualiser les politiques du secteur pour prendre en compte ces nouvelles thématiques de GC-AS, par le Gouvernement.

RÉFÉRENCES

UNICEF Mali, 2016. Rapport Évaluation de la pratique actuelle en Mali (non publié)

À PROPOS DE CETTE NOTE D'INFORMATION

Ce document a été produit par UNICEF Mali en collaboration avec IRC (2016) pour le partenariat UNICEF - IRC gestion des connaissances et l'apprentissage du secteur dans les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

Contact

UNICEF Mali

Boite Postale 96, Bamako

Kalifa Keita, WASH Specialist, kakeita@unicef.org, 223 75 99 36 96

2016